

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 871

[2012/201548]

**1^{er} MARS 2012. — Décret modifiant le décret du 21 décembre 1989
relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, il est inséré un article 1^{er bis} rédigé comme suit :

« Article 1^{er bis}. Dans le présent décret, il faut entendre par :

1^o Règlement européen : Règlement n^o 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les Règlements (CEE) n^o 1191/69 et (CEE) n^o 1107/70 du Conseil;

2^o services réguliers : les services qui assurent le transport de voyageurs selon une fréquence et sur un trajet déterminés, les voyageurs pouvant être pris en charge et déposés à des arrêts préalablement fixés;

3^o services réguliers spécialisés : sont également considérés comme services réguliers, ceux qui assurent le transport de catégories déterminées de voyageurs, à l'exclusion d'autres voyageurs, dans la mesure où ces services sont effectués aux conditions indiquées pour les services réguliers. De tels services sont dénommés "Services réguliers spécialisés". Le caractère régulier des services spécialisés n'est pas affecté par le fait que l'organisation du transport est adaptée aux besoins variables des utilisateurs;

4^o Groupe TEC : la Société régionale wallonne des Transports et les cinq sociétés d'exploitation TEC, à savoir le TEC Brabant wallon, le TEC Charleroi, le TEC Hainaut, le TEC Liège-Verviers et le TEC Namur-Luxembourg;

5^o réseau "Mobilité de personnes" : l'ensemble des services et autres modes de déplacement permettant la mobilité des personnes dans une optique de transfert modal (transport à la demande, voiture partagée, autres modes de transports tels que le train, le vélo...);

6^o obligation de service public : l'exigence définie par le Gouvernement wallon en vue de garantir des services d'intérêt général de transport de personnes et activités connexes, qu'un opérateur, s'il considérait son propre intérêt commercial, n'assumerait pas ou n'assumerait pas dans la même mesure ou dans les mêmes conditions sans contrepartie;

7^o responsabilité sociétale : par responsabilité sociétale, on entend l'intégration volontaire par le Groupe TEC de préoccupations sociales et environnementales à son activité commerciale et ses relations avec les parties prenantes dans une optique de développement durable. »

Art. 2. L'article 2, 1^o, du même décret est complété par un c) rédigé comme suit :

« c) après concertation au sein du comité de coordination, une méthodologie commune de définition de l'offre basée sur des critères communs tels que l'évolution de la demande de transport, les besoins effectifs de la population, le potentiel de transfert modal, des critères d'ordre économique, d'ordre social et de l'ordre de la structuration du territoire et, à échéance définie dans le contrat de service public, un plan de réseau "Mobilité des personnes". Ce plan s'appuie sur des études de flux de transport et des analyses des besoins effectifs de la population selon des modalités qui sont déterminées dans les contrats de service public, une procédure de classification des lignes et l'identification des alternatives de mobilité complémentaires aux lignes de bus régulières. Il est le résultat d'une coordination des plans de réseau "Mobilité des personnes" des sociétés d'exploitation, en veillant à leur complémentarité. »

Art. 3. L'article 2, 4^o, du même décret est complété par un e) et un f) rédigés comme suit :

« e) en définissant, après concertation au sein du comité de coordination, la responsabilité sociétale du Groupe TEC dans la contribution au développement durable de la Wallonie. Cette mission devra être mise en œuvre dans le cadre des contrats de service public;

f) en développant un système comptable permettant l'identification des coûts directs et indirects d'exploitation et le calcul des compensations financières. »

Art. 4. Dans le même décret, il est inséré un article 5bis, rédigé comme suit :

« Art. 5bis. § 1^{er}. La nomination de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint visés à l'article 5, § 1^{er}, se fait après une procédure de recrutement.

§ 2. La procédure de recrutement comprend :

1^o la proposition d'une description de fonction par le conseil d'administration de la société régionale à l'approbation du Gouvernement wallon;

2^o un appel à candidatures public, externe et interne, sur base de la description de fonction;

3^o des épreuves de sélection dont l'objet est de cerner leurs aptitudes de gestion d'organisation et leur personnalité;

4^o une sélection des trois meilleurs candidats jugés aptes à remplir la fonction;

5^o un rapport écrit et motivé reprenant notamment pour chacun des candidats retenus, ses forces et faiblesses;

6^o une désignation motivée du Gouvernement wallon.

§ 3. L'appel à candidatures public visé au § 2, 2°, est lancé par le conseil d'administration de la société régionale, notamment par voie de publication dans les journaux de presse écrite quotidienne et par internet, selon les modalités qu'il détermine, sur proposition de l'administrateur général.

Cet appel mentionne pour chaque emploi déclaré vacant :

- 1° le délai dans lequel les candidatures doivent être introduites auprès de l'administrateur général;
- 2° la description de fonction;
- 3° les diplômes et expériences requis pour l'emploi;
- 4° l'ensemble des critères sur base desquels les candidats seront évalués;
- 5° les documents que doit contenir, à peine de nullité, l'acte de candidature.

§ 4. Le jury de sélection est composé, sur la base d'une proposition du conseil d'administration de la société régionale et à l'approbation du Gouvernement wallon, d'une personne issue du monde académique, de deux personnes issues du secteur privé commercial ou entreprise publique de transport autre que TEC tels que de hauts managers, de quatre membres du conseil d'administration de la SRWT dont le président du conseil d'administration de la SRWT et l'administrateur général lorsqu'il ne s'agit pas de sa propre fonction.

La présidence du jury est assurée par le membre issu du monde académique.

Sur la base des résultats des épreuves, le jury sélectionne les trois meilleurs candidats jugés aptes à remplir la fonction, établit le rapport visé au § 2, 5°, et le communique au Ministre ayant la Mobilité dans ses attributions. »

Art. 5. Dans le même décret, il est inséré un article *5ter*, rédigé comme suit :

« Art. *5ter*. § 1^{er}. L'administrateur général et l'administrateur général adjoint visés à l'article 5, § 1^{er}, sont soumis à des évaluations périodiques organisées par le conseil d'administration.

Les procédures d'évaluation et leurs modalités précises sont précisées dans les statuts de la société régionale.

Les évaluations portent sur la mise en œuvre des compétences en référence au descriptif de fonction et aux objectifs fixés par le Gouvernement wallon, notamment en lien avec le contrat de service public, liés à la gestion du Groupe TEC ou de la SRWT.

§ 2. La procédure d'évaluation formelle sera précisée dans le contrat de service public. Les principes en sont les suivants :

- 1° le conseil d'administration de la SRWT instaure en son sein un comité d'évaluation;
- 2° ce comité peut s'entourer de personnalités extérieures au Groupe TEC dans le cadre de ces évaluations;
- 3° ces évaluations sont périodiques; leur rythme est fixé par le conseil d'administration de la SRWT qui se réfère aux standards en la matière;
- 4° le rapport d'évaluation est remis au conseil d'administration qui en tire les conclusions utiles.

§ 3. Sur recours d'un des commissaires de l'Exécutif tel que prévu à l'article 10, le Gouvernement wallon peut annuler une décision du conseil d'administration. »

Art. 6. A l'article 9 du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 1997, un alinéa rédigé comme suit est ajouté entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Ces opérations ne peuvent contrevenir à l'obligation de cantonnement géographique de l'activité des sociétés d'exploitation visée à l'article 5, 2b), du règlement européen. »

Art. 7. L'article 10 du même décret est complété par un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. Une rencontre annuelle est organisée par les commissaires délégués du Gouvernement et à leur initiative avec les commissaires auprès des sociétés d'exploitation. La réunion porte sur l'application du contrat de service public par le Groupe TEC, le respect de l'intérêt général et de la réglementation. Un rapport de cette réunion sera transmis au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget. »

Art. 8. A l'article 18*bis* du même décret, inséré par le décret du 26 novembre 1992, un alinéa rédigé comme suit est ajouté :

« Afin de réaliser la mission visée au point 1°, les sociétés d'exploitation mettent en application la méthodologie commune de définition de l'offre basée sur les critères communs tels que l'évolution de la demande de transport, les besoins effectifs de la population, le potentiel de transfert modal, des critères d'ordre économique, d'ordre social et de l'ordre de la structuration du territoire, et élaborent leur plan de réseau "Mobilité des personnes". »

Art. 9. Dans le même décret, il est inséré un article 21*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 21*bis*. § 1^{er}. Le directeur général visé à l'article 21, alinéa 2, et le directeur général adjoint sont nommés après une procédure de recrutement basée sur un appel de candidatures, un descriptif du profil des fonctions et la constitution d'un jury approuvés par le Gouvernement wallon. Cette procédure est précisée dans les statuts de chacune des sociétés.

§ 2. La procédure de recrutement comprend :

1° la proposition d'une description de fonction par le conseil d'administration de la société régionale à l'approbation du Gouvernement wallon dans le cas des directeurs généraux des sociétés d'exploitation;

2° la rédaction d'une description de fonction par le conseil d'administration de la SRWT dans le cas des directeurs généraux adjoints des sociétés d'exploitation;

3° un appel à candidatures public, externe et interne pour les directeurs généraux des sociétés d'exploitation et un appel à candidatures interne pour les directeurs généraux adjoints des sociétés d'exploitation, sur la base de la description de fonction;

4° des épreuves de sélection dont l'objet est de cerner leurs aptitudes de gestion d'organisation et leur personnalité;

5° une sélection des trois meilleurs candidats jugés aptes à remplir la fonction;

6° un rapport écrit et motivé reprenant notamment pour chacun des candidats retenus, ses forces et faiblesses;

7° une désignation motivée du Gouvernement wallon sur proposition du Ministre ayant la Mobilité dans ses attributions.

§ 3. L'appel à candidatures public visé au § 2, 3°, est lancé par le conseil d'administration de la société régionale, notamment par voie de publication dans les journaux de presse écrite quotidienne et par internet, selon les modalités qu'il détermine, sur proposition de l'administrateur général.

Cet appel mentionne pour chaque emploi déclaré vacant :

1° le délai dans lequel les candidatures doivent être introduites auprès de l'administrateur général;

2° la description de fonction;

3° les diplômes et expériences requis pour l'emploi;

4° l'ensemble des critères sur base desquels les candidats seront évalués;

5° les documents que doit contenir, à peine de nullité, l'acte de candidature.

§ 4. Le jury de sélection est composé, sur la base d'une proposition du conseil d'administration de la société régionale et à l'approbation du Gouvernement wallon, d'une personne issue du monde académique, de deux personnes issues du secteur privé commercial ou entreprise publique de transport autre que TEC tels que de hauts managers, de quatre membres du conseil d'administration de la SRWT dont le président du conseil d'administration de la SRWT, l'administrateur général et l'administrateur général adjoint.

La présidence du jury est assurée par le membre issu du monde académique.

Sur la base des résultats des épreuves, le jury retient les trois meilleurs candidats qu'il juge aptes à remplir la fonction. Il établit un rapport écrit motivé reprenant notamment pour chacun des candidats retenus, ses forces et faiblesses et le communique au Ministre ayant la Mobilité dans ses attributions. »

Art. 10. Dans le même décret, il est inséré un article 21^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 21^{ter}. § 1^{er}. Les directeurs généraux et directeurs généraux adjoints sont soumis à des évaluations périodiques organisées par le conseil d'administration de la SRWT.

Les procédures d'évaluation et leurs modalités précises sont précisées dans les statuts de chacune des sociétés.

§ 2. La procédure d'évaluation formelle sera précisée dans le contrat de service public. Les principes de l'évaluation formelle sont les suivants :

1° le conseil d'administration de la SRWT instaure en son sein un comité d'évaluation, lequel est élargi au président de la société d'exploitation dont les cadres dirigeants sont évalués;

2° ce comité peut s'entourer de personnalités extérieures au Groupe TEC dans le cadre de ces évaluations;

3° ces évaluations sont périodiques; leur rythme est fixé par le conseil d'administration de la SRWT qui se réfère aux standards en la matière;

4° ces évaluations se réfèrent notamment aux descriptions de fonction existantes, dans une optique de cohérence avec les procédures de recrutement;

5° le rapport d'évaluation est remis au conseil d'administration concerné qui en tire les conclusions utiles.

§ 3. Les décisions en matière d'évaluation des directeurs généraux et des directeurs généraux adjoints des sociétés d'exploitation par les conseils d'administration desdites sociétés sont notifiées aux deux commissaires délégués du Gouvernement. Ces commissaires peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon contre ces décisions. Ce recours est introduit dans les quatre jours francs de la notification desdites décisions par les conseils d'administration. »

Art. 11. L'article 22 du même décret, modifié par le décret du 26 novembre 1992, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. § 1^{er}. Chaque société d'exploitation est soumise au contrôle de la société régionale et du Gouvernement wallon, à l'intervention d'un commissaire désigné par ce dernier parmi les membres du personnel de la société régionale.

Le commissaire assiste avec voix consultative aux réunions des organes d'administration et de contrôle de la société d'exploitation et dispose des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de ses missions.

§ 2. Chacun des commissaires dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre un recours motivé contre toute décision qu'il estime contraire à la législation, à la réglementation, aux statuts, au contrat de service public ou à l'intérêt général. Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision a été prise, sauf si le commissaire concerné n'a pas été régulièrement convoqué, conformément aux statuts, auquel cas le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée par recommandé. Le recours est suspensif et pris par le commissaire auprès de la société régionale et communiqué aux commissaires délégués du Gouvernement contrôlant la société régionale.

§ 3. La décision d'annulation est arrêtée par le conseil d'administration; elle ne peut faire l'objet d'une délégation; elle est notifiée à la société d'exploitation par recommandé. »

Art. 12. Dans l'article 24 du même décret, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 13. L'intitulé du chapitre III du même décret est remplacé par ce qui suit : "Du Groupe TEC".

Art. 14. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 31*bis* rédigé comme suit :

« Art. 31*bis*. Le Groupe TEC est considéré comme un opérateur interne au sens du règlement européen ».

Art. 15. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 31*ter* rédigé comme suit :

« Art. 31*ter*. § 1^{er}. Un comité de coordination composé de l'administrateur général, de l'administrateur général adjoint et des directeurs généraux et directeurs généraux adjoints est institué. Il est présidé par l'administrateur général ou, en cas d'absence, par l'administrateur général adjoint. Il se réunit au moins 10 fois par an. »

Art. 16. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un § 2 à l'article 31*ter* rédigé comme suit :

« § 2. Le mode de fonctionnement de ce comité de coordination est déterminé au sein d'un règlement d'ordre intérieur et ses missions sont inscrites dans les statuts de la société régionale et des sociétés d'exploitation. »

Art. 17. L'article 32 du même décret, modifié par le décret du 26 novembre 1992, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Le Gouvernement wallon et le Groupe TEC concluent des contrats de service public d'une durée de cinq ans. A défaut de signature d'un nouveau contrat au terme des cinq années prévues, le contrat peut être automatiquement prolongé deux fois pour une durée d'un an. »

Art. 18. L'article 33 du même décret, modifié par le décret du 26 novembre 1992, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 4 du règlement européen, le contrat de service public précise :

- 1° les missions de service public des sociétés et leurs objectifs économiques;
- 2° les structures tarifaires;
- 3° les zones géographiques concernées;
- 4° les droits exclusifs et les paramètres de calcul de compensation;
- 5° les modalités d'évolution de l'intervention régionale dans la couverture des charges d'exploitation, celles-ci ne pouvant avoir d'effet au-delà de la période prévue à l'article 32;
- 6° les modalités de répartition des coûts liés à la fourniture des services et les modalités de répartition des recettes;
- 7° la nature des obligations de service public des parties et les sanctions en cas de non-respect par celles-ci des engagements résultant du contrat.

§ 2. Toute clause résolutoire expresse dans les contrats de service public est réputée non écrite.

Par dérogation à l'article 1184 du Code civil, la résolution du contrat ne peut jamais être demandée. »

Art. 19. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 33*ter* libellé comme suit :

« Art. 33*ter*. Le contrat de service public précise dans quelle mesure la sous-traitance peut être envisagée et pour quels services. La mise en concurrence, le suivi et le contrôle des services sous-traités sont assurés par les sociétés d'exploitation selon une procédure et un cahier des charges harmonisés définis par la société régionale wallonne du Transport, après consultation du secteur professionnel concerné, et approuvé par le Gouvernement wallon et dans le respect de la réglementation sur les marchés publics en vigueur.

Le contrat fixe les conditions applicables à la sous-traitance.

La part sous-traitée ne peut jamais être égale ou supérieure à la part de transport exécutée par le Groupe TEC, tel que visé à l'article 31*bis*, en régie. »

Art. 20. L'intitulé du chapitre IV du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Des modes d'attribution des contrats de service public de transport et autorisation de transport de personnes ».

Art. 21. L'article 34 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. L'exploitation de services réguliers et réguliers spécialisés est soit attribuée directement à un opérateur interne, soit attribuée par voie de mise en concurrence dans le respect de la réglementation sur les marchés publics en vigueur.

Les attributions ou autorisations ne donnent pas lieu au paiement de redevances.

L'attribution directe d'un contrat de service public à un opérateur interne est soumise aux conditions suivantes :

1° la Région wallonne exerce un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services sur la base des éléments repris à l'article 5, § 2, a), du règlement européen;

2° l'opérateur interne et toute entité sur laquelle il a une influence, même minime, exercent leur activité de transport public de voyageurs sur le territoire de la Wallonie, nonobstant d'éventuelles lignes sortantes et autres éléments accessoires à cette activité se prolongeant sur le territoire d'autorités voisines, et ne participent pas à des mises en concurrence concernant la fourniture de service public de voyageurs organisées en dehors du territoire de la Wallonie;

3° par dérogation au 2°, un opérateur interne peut participer à des mises en concurrence équitables pendant les deux années qui précèdent le terme du contrat de service public qui lui a été attribué directement, à condition qu'ait été prise une décision définitive visant à soumettre les services de transport de voyageurs faisant l'objet du contrat de l'opérateur interne à une mise en concurrence équitable et que l'opérateur interne n'ait conclu aucun autre contrat de service public attribué directement.

Dans le cas où le Gouvernement wallon attribue le contrat de service public par voie de mise en concurrence, les modalités de mise en concurrence fixées à l'article 5, § 3, du règlement européen sont respectées. »

Art. 22. L'article 36 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36. Le contrat de service public peut prévoir de la sous-traitance de l'exploitation des services réguliers et des services réguliers spécialisés pour lesquels les opérateurs sont titulaires d'une autorisation ou d'une attribution dans le respect de la réglementation sur les marchés publics en vigueur. »

Art. 23. Dans le même décret, il est inséré un chapitre *IVter* intitulé "Dispositions relatives à la publication."

Art. 24. Dans le chapitre *IVter* du même décret, inséré par l'article 22, il est inséré un article *36quinquies*, rédigé comme suit :

« Art. *36quinquies*. Le Gouvernement wallon est l'autorité compétente au sens de l'article 7 du Règlement européen. »

Art. 25. Les articles 38 et 39 du même décret sont abrogés.

Art. 26. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Les articles 4, 5, 9 et 10 entreront en vigueur avec l'entrée en vigueur de ce décret, malgré l'absence de leur inscription dans les statuts des six sociétés du Groupe TEC.

L'article 16 entre en vigueur dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} mars 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement wallon, 526 (2011-2012), n^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 29 février 2012.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 871

[2012/201548]

1. MÄRZ 2012 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 1. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In das Dekret vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region wird ein Artikel *1bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Artikel *1bis* - Im vorliegenden Dekret gelten folgende Definitionen:

1^o europäische Verordnung: Verordnung Nr. 1370/2007 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2007 über öffentliche Personenverkehrsdienste auf Schiene und Straße und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 1191/69 und (EWG) Nr. 1107/70 des Rates;

2^o Linienverkehr: die Dienste, die die Beförderung von Fahrgästen gemäß einer bestimmten Häufigkeit und auf einer gegebenen Strecke gewährleisten, wobei die Fahrgäste an vorher festgelegten Haltestellen aufgenommen und abgesetzt werden können;

3^o Sonderformen des Linienverkehrs: als Linienverkehr werden ebenfalls die Dienste betrachtet, die die Beförderung bestimmter Kategorien von Fahrgästen, unter Ausschluss anderer Fahrgäste, gewährleisten, insofern diese Dienste unter denselben Bedingungen wie diejenigen des Linienverkehrs durchgeführt werden. Solche Dienste werden als "Sonderformen des Linienverkehrs" bezeichnet. Die Regelmäßigkeit der Sonderformen des Linienverkehrs wird nicht durch die Tatsache beeinträchtigt, dass die Organisation der Beförderung den veränderlichen Bedürfnissen der Benutzer angepasst wird;

4^o Gruppe TEC: die "Société régionale wallonne des Transports" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) und die fünf Betriebsgesellschaften TEC, das heißt TEC Wallonisch-Brabant, TEC Hennegau, TEC Lüttich-Verviers und TEC Namur-Luxemburg;

5^o Netz "Mobilität der Personen": die gesamten Dienste und anderen Transportmittel, durch die die Mobilität der Personen unter dem Gesichtspunkt einer Verlagerung auf andere Verkehrsträger ermöglicht wird (Beförderung auf Anfrage, Car-Sharing, andere Transportmittel wie Eisenbahn, Fahrrad...);

6° Verpflichtung öffentlichen Dienstes: die Anforderung, die von der Wallonischen Regierung bestimmt wird, um Personenverkehrsdienste öffentlichen Interesses und zusammenhängende Tätigkeiten zu gewährleisten, die ein Betreiber in Anbetracht seines eigenen kommerziellen Interesses nicht oder nicht in demselben Maße oder unter denselben Bedingungen ohne Gegenleistung auf sich nehmen würde;

7° gesellschaftliche Verantwortung: unter gesellschaftlicher Verantwortung ist die freiwillige Einbeziehung durch die Gruppe TEC von sozialen und umweltbezogenen Anliegen in ihre gewerbliche Tätigkeit und ihre Beziehungen mit den beteiligten Parteien unter dem Gesichtspunkt einer nachhaltigen Entwicklung zu verstehen.»

Art. 2 - Artikel 2, 1° desselben Dekrets wird durch einen Punkt *c*) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«*c*) nach Konzertierung innerhalb des Koordinierungsausschusses eine gemeinsame Methodologie zur Bestimmung des Angebots, die auf gemeinsamen Kriterien, wie der Entwicklung der Nachfrage im Bereich des öffentlichen Verkehrs, den tatsächlichen Bedürfnissen der Bevölkerung, dem Potenzial hinsichtlich der Verlagerung auf andere Verkehrsträger, auf Kriterien wirtschaftlicher, sozialer und gebietsstruktureller Art beruht, und innerhalb einer im öffentlichen Dienstleistungsvertrag festgelegten Frist ein Netzplan "Mobilität der Personen". Dieser Plan stützt sich auf Untersuchungen von Verkehrsflüssen und auf Analysen der tatsächlichen Bedürfnisse der Bevölkerung gemäß Modalitäten, die in den öffentlichen Dienstleistungsverträgen festgelegt werden, auf ein Verfahren zur Klassifizierung der Linien und die Identifizierung der Mobilitätsalternativen, die die regelmäßigen Buslinien ergänzen. Er ist das Ergebnis einer Koordinierung der Netzpläne "Mobilität der Personen" der Betriebsgesellschaften, indem er deren Komplementarität achtet.»

Art. 3 - Artikel 2, 4° desselben Dekrets wird durch einen Punkt *e*) und einen Punkt *f*) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«*e*) indem sie nach Konzertierung innerhalb des Koordinierungsausschusses die gesellschaftliche Verantwortung der Gruppe TEC im Rahmen des Beitrags zur nachhaltigen Entwicklung der Wallonie festlegt. Diese Aufgabe muss im Rahmen der öffentlichen Dienstleistungsverträge durchgeführt werden;

f) indem sie ein Buchführungssystem entwickelt, durch das die direkten und indirekten Betriebskosten und die Berechnung der Finanzausgleiche identifiziert werden können.»

Art. 4 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *5bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *5bis* - § 1 - Die Ernennung des Generalverwalters und des beigeordneten Generalverwalters, die in Artikel 5, § 1 genannt werden, erfolgt nach einem Anwerbungsverfahren.

§ 2 - Das Anwerbungsverfahren enthält:

1° den Vorschlag einer Funktionsbeschreibung durch den Verwaltungsrat der Regionalen Gesellschaft, die der Wallonischen Regierung zur Genehmigung zu unterbreiten ist;

2° einen externen und internen öffentlichen Bewerberaufruf auf der Grundlage der Funktionsbeschreibung;

3° Auswahlprüfungen, die zum Ziel haben, die Fähigkeiten der Bewerber im Bereich der Organisation und ihre Persönlichkeit zu erfassen;

4° eine Auswahl der drei besten Bewerber, die zur Ausübung der Funktion als fähig erachtet werden;

5° einen schriftlichen und begründeten Bericht, in dem insbesondere für jeden in Betracht gezogenen Bewerber dessen Stärken und Schwächen angegeben werden;

6° eine begründete Benennung durch die Wallonischen Regierung.

§ 3 - Der in § 2 2° genannte öffentliche Bewerberaufruf wird auf Vorschlag des Generalverwalters vom Verwaltungsrat der Regionalen Gesellschaft ausgeschrieben, insbesondere durch Veröffentlichung in den Tageszeitungen der Schriftpresse und durch Internet, gemäß den von ihm festgelegten Modalitäten.

In diesem Aufruf werden für jede für vakant erklärte Stelle angegeben:

1° die Frist, innerhalb deren die Bewerbungen beim Generalverwalter eingereicht werden müssen;

2° die Funktionsbeschreibung;

3° die für die Stelle erforderlichen Diplome und Erfahrungen;

4° die gesamten Kriterien, auf deren Grundlage die Bewerber bewertet werden;

5° die Unterlagen, die die Bewerberakte unter Gefahr der Nichtigkeit enthalten muss.

§ 4 - Auf der Grundlage eines Vorschlags des Verwaltungsrates der Regionalen Gesellschaft und nach Genehmigung der Wallonischen Regierung besteht die Auswahljury aus einer Person aus dem akademischen Bereich, zwei Personen aus dem privaten Handelssektor oder eines anderen öffentlichen Transportunternehmens als die TEC, wie beispielsweise hohe Manager, vier Mitgliedern des Verwaltungsrates der SRWT ("Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft)), worunter der Vorsitzende des Verwaltungsrates der SRWT und der Generalverwalter, wenn es sich nicht um sein eigenes Amt handelt.

Der Vorsitz der Auswahljury wird von dem Mitglied aus dem akademischen Bereich übernommen.

Auf der Grundlage der Prüfungsergebnisse wählt die Jury die drei besten Bewerber aus, die als fähig erachtet werden, die Funktion auszuüben, erstellt den in § 2 5° erwähnten Bericht und übermittelt ihn dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört.»

Art. 5 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *5ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *5ter* - § 1 - Der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter, die in Artikel 5 § 1 genannt werden, unterliegen regelmäßigen Bewertungen, die vom Verwaltungsrat organisiert werden.

Die Bewertungsverfahren und deren genaue Modalitäten werden in den Satzungen der Regionalen Gesellschaft angegeben.

Die Bewertungen beziehen sich auf die Durchführung der Kompetenzen unter Bezugnahme auf die Funktionsbeschreibung und auf die von der Wallonischen Regierung festgelegten, insbesondere mit dem öffentlichen Dienstleistungsvertrag zusammenhängenden Zielsetzungen, in Verbindung mit der Gruppe TEC oder der SRWT.

§ 2 - Das formale Bewertungsverfahren wird im öffentlichen Dienstleistungsvertrag näher bestimmt. Dessen Grundsätze sind Folgende:

1° der Verwaltungsrat der SRWT richtet unter seinen Mitgliedern einen Bewertungsausschuss ein;

2° im Rahmen dieser Bewertungen kann sich dieser Ausschuss mit Persönlichkeiten außerhalb der Gruppe TEC umgeben;

3° diese Bewertungen werden regelmäßig vorgenommen; ihre Häufigkeit wird vom Verwaltungsrat der SRWT bestimmt, der sich in dieser Sache auf die Standards beruft;

4° der Bewertungsbericht wird dem Verwaltungsrat übermittelt, der die treffenden Schlussfolgerungen zieht.

§ 3 - Nach erhobenem Einspruch seitens eines der Kommissare der Exekutive, wie in Artikel 10 vorgesehen, kann die Wallonische Regierung den Beschluss des Verwaltungsrates aufheben.»

Art. 6 - In Artikel 9 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 1997, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätzen 1 und 2 eingefügt:

«Diese Vorgänge dürfen nicht gegen die in Artikel 5 2) der europäischen Verordnung genannte Verpflichtung zur geographischen Beschränkung der Tätigkeit der Betriebsgesellschaften verstoßen.»

Art. 7 - Artikel 10 desselben Dekrets wird durch einen § 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 6 - Jährlich wird von den von der Regierung beauftragten Kommissaren und auf deren Initiative ein Treffen mit den Kommissaren bei den Betriebsgesellschaften organisiert. Diese Versammlung betrifft die Umsetzung durch die Gruppe TEC des öffentlichen Dienstleistungsvertrags, die Beachtung des allgemeinen Interesses und die Einhaltung der Regelung. Ein Bericht dieser Versammlung wird dem Minister-Präsidenten, dem Aufsichtsminister und dem Minister für Haushalt übermittelt.»

Art. 8 - In Artikel *18bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 26. November 1992, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Um die in Punkt 1° erwähnte Aufgabe durchzuführen, wenden die Betriebsgesellschaften die gemeinsame Methodologie zur Bestimmung des Angebots an, die auf gemeinsamen Kriterien, wie der Entwicklung der Nachfrage im Bereich des öffentlichen Verkehrs, den tatsächlichen Bedürfnissen der Bevölkerung, dem Potenzial hinsichtlich der Verlagerung auf andere Verkehrsträger, sowie auf Kriterien wirtschaftlicher, sozialer und gebietsstruktureller Art beruht, und arbeiten ihren Netzplan "Mobilität der Personen" aus.»

Art. 9 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *21bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *21bis* - § 1 - Der in Artikel 21 Absatz 2 erwähnte Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor werden nach einem Anwerbsverfahren ernannt, das auf einem Bewerberaufruf, einer Beschreibung des Funktionsprofils und der Bildung einer Jury beruht, die von der Wallonischen Regierung genehmigt werden. Dieses Verfahren wird in den Satzungen jeder der Gesellschaften angegeben.

§ 2 - Das Anwerbsverfahren enthält:

1° den Vorschlag einer Funktionsbeschreibung durch den Verwaltungsrat der Regionalen Gesellschaft, die im Falle der Generaldirektoren der Betriebsgesellschaften der Wallonischen Regierung zur Genehmigung zu unterbreiten ist;

2° die Abfassung einer Funktionsbeschreibung durch den Verwaltungsrat der SRWT im Falle der beigeordneten Generaldirektoren der Betriebsgesellschaften;

3° auf der Grundlage der Funktionsbeschreibung einen externen und internen öffentlichen Bewerberaufruf für die Generaldirektoren der Betriebsgesellschaften und einen internen Bewerberaufruf für die beigeordneten Generaldirektoren der Betriebsgesellschaften;

4° Auswahlprüfungen, die zum Ziel haben, die Fähigkeiten der Bewerber im Bereich der Organisation und ihre Persönlichkeit zu erfassen;

5° eine Auswahl der drei besten Bewerber, die zur Ausübung der Funktion als fähig erachtet werden;

6° einen schriftlichen und begründeten Bericht, in dem insbesondere für jeden in Betracht gezogenen Bewerber dessen Stärken und Schwächen angegeben werden;

7° eine begründete Benennung durch die Wallonische Regierung auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeit die Mobilität gehört.

§ 3 - Der in § 2 3° erwähnte öffentliche Bewerberausruf wird auf Vorschlag des Generalverwalters vom Verwaltungsrat der Regionalen Gesellschaft ausgeschrieben, insbesondere durch Veröffentlichung in den Tageszeitungen der Schriftpresse und durch Internet gemäß den von ihm festgelegten Modalitäten.

In diesem Ausruf wird für jede für vakant erklärte Stelle Folgendes angegeben:

- 1° die Frist, innerhalb der die Bewerbungen beim Generalverwalter eingereicht werden müssen;
- 2° die Funktionsbeschreibung;
- 3° die für die Stelle erforderlichen Diplome und Erfahrungen;
- 4° die gesamten Kriterien, auf deren Grundlage die Bewerber bewertet werden;
- 5° die Unterlagen, die die Bewerberakte unter Gefahr der Nichtigkeit enthalten muss.

§ 4 - Auf der Grundlage eines Vorschlags des Verwaltungsrats der Regionalen Gesellschaft und nach Genehmigung der Wallonischen Regierung besteht die Auswahljury aus einer Person aus dem akademischen Bereich, zwei Personen aus dem privaten Handelssektor oder eines anderen öffentlichen Transportunternehmens als die TEC, wie beispielsweise hohe Manager, vier Mitgliedern des Verwaltungsrats der SRWT, worunter der Vorsitzende des Verwaltungsrats der SRWT, dem Generalverwalter und dem beigeordneten Generalverwalter.

Der Vorsitz der Auswahljury wird von dem Mitglied aus dem akademischen Bereich übernommen.

Auf der Grundlage der Prüfungsergebnisse wählt die Jury die drei besten Bewerber aus, die sie zur Ausübung der Funktion als fähig erachtet. Sie erstellt einen schriftlichen und begründeten Bericht, in dem insbesondere für jeden in Betracht gezogenen Bewerber dessen Stärken und Schwächen angegeben werden, und übermittelt diesen dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört.»

Art. 10 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 21ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 21ter - § 1 - Die Generaldirektoren und beigeordneten Generaldirektoren unterliegen regelmäßigen Bewertungen, die vom Verwaltungsrat der SRWT organisiert werden.

Die Bewertungsverfahren und ihre genauen Modalitäten werden in den Satzungen jeder einzelnen Gesellschaft angegeben.

§ 2 - Das formale Bewertungsverfahren wird im öffentlichen Dienstleistungsvertrag näher bestimmt. Die Grundsätze der formalen Bewertung sind folgende:

- 1° der Verwaltungsrat der SRWT richtet unter seinen Mitgliedern einen Bewertungsausschuss ein, der auf den Präsidenten der Betriebsgesellschaft erweitert wird, deren Führungskräfte bewertet werden;
- 2° im Rahmen dieser Bewertungen kann sich dieser Ausschuss mit Persönlichkeiten außerhalb der Gruppe TEC umgeben;
- 3° diese Bewertungen werden regelmäßig vorgenommen; ihre Häufigkeit wird vom Verwaltungsrat der SRWT bestimmt, der sich in dieser Sache auf die Standards bezieht;
- 4° diese Bewertungen beziehen sich insbesondere auf die bestehenden Funktionsbeschreibungen und zielen auf Kohärenz mit den Anwerbungsverfahren ab;
- 5° der Bewertungsbericht wird dem betreffenden Verwaltungsrat übermittelt, der die treffenden Schlussfolgerungen zieht.

§ 3 - Die Beschlüsse betreffend die Bewertung der Generaldirektoren und beigeordneten Generaldirektoren der Betriebsgesellschaften durch die Verwaltungsräte dieser Gesellschaften werden den beiden beauftragten Kommissaren der Regierung zugestellt. Diese Kommissare können einen Einspruch gegen diese Beschlüsse bei der Wallonischen Regierung einlegen. Dieser Einspruch wird binnen vier vollen Tagen ab der Zustellung dieser Beschlüsse durch die Verwaltungsräte eingereicht.»

Art. 11 - Artikel 22 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 26. November 1992, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 22 - § 1 - Jede Betriebsgesellschaft unterliegt der Kontrolle der Regionalen Gesellschaft und der Wallonische Regierung, auf Intervention eines von Letzterer unter den Mitgliedern des Personals der Regionalen Gesellschaft bestimmten Kommissars.

Der Kommissar wohnt den Versammlungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane der Betriebsgesellschaft mit beratender Stimme bei und verfügt bei der Ausübung seiner Aufgaben über die weitgehendsten Befugnisse.

§ 2 - Jeder der Kommissare verfügt über eine Frist von vier vollen Tagen, um einen begründeten Einspruch gegen jeden Beschluss einzureichen, von dem er meint, dass er der Gesetzgebung, der Regelung, den Satzungen, dem öffentlichen Dienstleistungsvertrag oder dem allgemeinen Interesse widerspricht. Diese Frist von vier Tagen läuft ab dem Tag, an dem der Beschluss getroffen worden ist, außer wenn der betreffende Kommissar nicht in Übereinstimmung mit den Satzungen ordnungsgemäß vorgeladen worden ist; in diesem Fall läuft die Frist ab dem Tag, an dem der Beschluss ihm per Einschreiben zugestellt worden ist. Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung; er wird vom Kommissar bei der Regionalen Gesellschaft eingereicht, und den beauftragten Kommissaren der Regierung, die die Regionale Gesellschaft kontrollieren, mitgeteilt.

§ 3. Der Annullierungsbeschluss wird vom Verwaltungsrat gefasst; er darf nicht Gegenstand einer Bevollmächtigung sein; er wird der Betriebsgesellschaft per Einschreiben zugestellt.»

Art. 12 - In Artikel 24 desselben Dekrets wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 13 - Die Überschrift von Kapitel III desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt: "Die Gruppe TEC"

Art. 14 - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 31bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 31bis - Die Gruppe TEC gilt als interner Betreiber im Sinne der europäischen Verordnung.»

Art. 15 - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 31^{ter} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 31^{ter} - § 1 - Es wird ein Koordinierungsausschuss eingesetzt, der sich aus dem Generalverwalter, dem beigeordneten Generalverwalter und den Generaldirektoren und beigeordneten Generaldirektoren zusammensetzt. Er steht unter dem Vorsitz des Generalverwalters oder, bei seiner Abwesenheit, des beigeordneten Generalverwalters. Er tritt mindestens zehnmal im Jahr zusammen.»

Art. 16 - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein § 2 mit folgendem Wortlaut in den Artikel 31^{ter} eingefügt:

«§ 2 - Die Funktionsweise dieses Koordinierungsausschusses wird in einer inneren Dienstordnung bestimmt, und seine Aufgaben werden in den Satzungen der Regionalen Gesellschaft und der Betriebsgesellschaften eingetragen.»

Art. 17 - Artikel 32 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 26. November 1992, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 32 - Die Wallonische Regierung und die Gruppe TEC schließen öffentliche Dienstleistungsverträge, deren Dauer fünf Jahre beträgt. Wird am Ablauf der fünf vorgesehenen Jahre kein neuer Vertrag unterzeichnet, kann der Vertrag automatisch zweimal für jeweils ein Jahr verlängert werden.»

Art. 18 - Artikel 33 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 26. November 1992, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 33 - § 1 - Unbeschadet der in Artikel 4 der europäischen Verordnung angeführten Bestimmungen werden in dem öffentlichen Dienstleistungsauftrag folgende Elemente bestimmt:

1° die Aufgaben öffentlichen Dienstes der Gesellschaften und ihre wirtschaftlichen Zielsetzungen;

2° die Tarifstrukturen;

3° die betreffenden geografischen Bereiche;

4° die Exklusivrechte und die Parameter zur Berechnung des Ausgleichs;

5° die Modalitäten für die Weiterentwicklung der regionalen Beteiligung an der Deckung der Betriebslasten, da diese keine Auswirkungen über den in Artikel 32 vorgesehenen Zeitraum haben können;

6° die Modalitäten für die Verteilung der mit der Erbringung der Dienstleistungen verbundenen Kosten und die Modalitäten für die Verteilung der Einnahmen;

7° die Art der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes seitens der Vertragsparteien und die Strafmaßnahmen bei der Nichtbeachtung durch Letztere der sich aus dem Vertrag ergebenden Verpflichtungen.

§ 2 - Jegliche ausdrückliche Vertragsauflösungsklausel in den öffentlichen Dienstleistungsverträgen gilt als nichtig.

In Abweichung von Artikel 1184 des Zivilgesetzbuches kann eine Auflösung des Vertrags nie beantragt werden.»

Art. 19 - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 33^{ter} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 33^{ter} - In dem öffentlichen Dienstleistungsvertrag wird bestimmt, in welchem Maße und für welche Dienste die Vergabe von Aufträgen an Subunternehmer in Betracht gezogen werden kann. Der Wettbewerbsaufruf, die Überwachung und die Kontrolle der den Subunternehmern anvertrauten Aufgaben werden von den Betriebsgesellschaften gewährleistet, nach einem harmonisierten Verfahren und Lastenheft, die nach Beratung mit dem betreffenden Berufssektor von der "Société régionale wallonne du Transport" festgelegt werden, nach Genehmigung der Wallonischen Regierung und unter Einhaltung der geltenden Vorschriften für öffentliche Aufträge.

In dem Vertrag werden die auf Subunternehmer anwendbaren Bedingungen festgelegt.

Der Subunternehmern anvertraute Teil darf nie gleich oder größer sein als der Teil des Transports, der von der Gruppe TEC gemäß Artikel 31^{bis} in Regie durchführt wird.»

Art. 20 - Die Überschrift von Kapitel IV desselben Dekrets wird durch Folgende ersetzt:

«Verfahren für die Vergabe der öffentlichen Dienstleistungsaufträge für den Transport und Genehmigung für die Personenbeförderung»

Art. 21 - Artikel 34 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 34 - Die Betreuung des Linienverkehrs oder von Sonderformen des Linienverkehrs wird entweder direkt einem internen Betreiber, oder aber mittels eines Wettbewerbsaufrufs unter Einhaltung der geltenden Vorschriften für öffentliche Aufträge vergeben.

Die Vergabe oder die Genehmigungen geben keinen Anlass zur Zahlung von Gebühren.

Die direkte Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsvertrags an einen internen Betreiber unterliegt folgenden Bedingungen:

1° die Wallonische Region übt eine Kontrolle aus, die mit derjenigen, die sie auf der Grundlage der Elemente von Artikel 5 § 2 a) der europäischen Verordnung über ihre eigenen Dienste ausübt, vergleichbar ist;

2° der interne Betreiber und jede Körperschaft, auf die er einen - auch nur geringen - Einfluss hat, üben ihre Aktivität des öffentlichen Personenverkehrs auf dem Gebiet der Wallonie aus, ungeachtet etwaiger ausfahrender Linien und sonstiger diese Aktivität ergänzender Elemente, die sich auf das Gebiet benachbarter Behörden ausdehnen, und beteiligen sich nicht an außerhalb des Gebiets der Wallonie organisierten Wettbewerben betreffend die Erbringung von öffentlichen Dienstleistungen im Bereich der Personenbeförderung;

3° in Abweichung von Nr. 2° kann ein interner Betreiber während den zwei Jahren vor dem Ablauf des öffentlichen Dienstleistungsvertrags, der ihm direkt vergeben wurde, an fairen Wettbewerbsaufrufen teilnehmen, unter der Bedingung, dass ein endgültiger Beschluss gefasst wurde, der darauf abzielt, die Dienstleistungen für den Personenverkehr, die Gegenstand des Vertrags des internen Betreibers sind, einem fairen Wettbewerbsaufruf zu unterwerfen, und dass der interne Betreiber keinen anderen direkt vergebenen öffentlichen Dienstleistungsvertrag geschlossen hat.

Falls die Wallonische Regierung den öffentlichen Dienstleistungsvertrag durch einen Wettbewerbsaufruf vergibt, werden die Modalitäten des Wettbewerbsaufrufs nach Artikel 5 § 3 der europäischen Verordnung beachtet.»

Art. 22 - Artikel 36 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 36 - In dem öffentlichen Dienstleistungsvertrag kann der Einsatz von Subunternehmern für die Betreibung des Linienverkehrs oder von Sonderformen des Linienverkehrs vorgesehen werden, für den bzw. für die die Betreiber über eine Genehmigung oder eine Vergabe unter Einhaltung der für öffentliche Aufträge geltenden Vorschriften verfügen.»

Art. 23 - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel *IVter* mit folgender Überschrift eingefügt: "Bestimmungen über die Bekanntmachung".

Art. 24 - In das durch Artikel 22 eingefügte Kapitel *IVter* desselben Dekrets wird ein Artikel *36quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *36quinquies* - Die Wallonische Regierung ist die zuständige Behörde im Sinne von Artikel 7 der europäischen Verordnung.»

Art. 25 - Die Artikel 38 und 39 desselben Dekrets werden außer Kraft gesetzt.

Art. 26 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Die Artikel 4, 5, 9 und 10 treten mit diesem Dekret in Kraft, trotz der Tatsache, dass sie in den Satzungen der sechs Gesellschaften der Gruppe TEC nicht eingetragen sind.

Artikel 16 tritt in einer Frist von einem Jahr ab dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. März 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 526 (2011-2012), Nrn. 1 bis 8

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 29. Februar 2012

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 871

[2012/201548]

1 MAART 2012. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *1bis*. In dit decreet wordt verstaan onder :

1° Europese Verordening : Verordening nr. 1370/2007 van het Europees Parlement en de raad van 23 oktober 2007 betreffende het openbaar personenvervoer per spoor en over de weg en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 1191/69 van de raad en Verordening (EEG) nr. 1107/70 van de raad;

2° geregelde diensten : de diensten die voor het gemeenschappelijk personenvervoer zorgen volgens een bepaalde frequentie en langs vastgestelde routes, waarbij reizigers op vooraf gekende stopplaatsen kunnen in- en uitstappen;

3° "gespecialiseerde geregelde diensten" : als geregelde diensten worden ook beschouwd, de diensten die voor het vervoer van bepaalde categorieën reizigers zorgen met uitsluiting van andere reizigers, voor zover deze diensten onder dezelfde omstandigheden worden verricht als die van de geregelde diensten. Zulke diensten worden "gespecialiseerde geregelde diensten" genoemd. Het geregelde karakter van de gespecialiseerde diensten wordt niet aangetast door het feit dat de organisatie van het vervoer aangepast wordt aan de veranderlijke behoeften van de gebruikers;

4° TEC-Groep : de "Société régionale wallonne des Transports" (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij) en de vijf exploitatiemaatschappijen TEC, namelijk TEC Brabant wallon, TEC Charleroi, TEC Henegouwen, TEC Liège-Verviers en TEC Namur-Luxembourg;

5° netwerk "Mobiliteit van de personen" : het geheel van de diensten en andere vervoermiddelen die de mobiliteit van de personen vanuit een oogpunt van modal shift (vervoer op verzoek, autodelen, andere vervoermiddelen zoals trein, fiets...) mogelijk maken;

6° openbardienstverplichting : de eis gedefinieerd door de Waalse Regering om personenvervoerdiensten van algemeen belang en samenhangende activiteiten te garanderen die een exploitant niet voor zijn rekening zou nemen of niet in dezelfde mate of onder dezelfde voorwaarden zonder compensatie voor zijn rekening zou nemen indien hij zijn eigen commercieel belang in overweging zou nemen;

7° maatschappelijk verantwoord ondernemen : onder het maatschappelijk verantwoord ondernemen wordt verstaan de vrijwillige integratie door de TEC-Groep van sociale en milieuzorgen in zijn commerciële activiteiten en zijn verhoudingen met de ontvangende partijen uit een oogpunt van duurzame ontwikkeling. »

Art. 2. In artikel 2, 1°, van hetzelfde decreet vervallen de woorden "voor te stellen" en wordt een punt c) toegevoegd, luidend als volgt :

« c) na overleg binnen het coördinatiecomité, een gemeenschappelijke methodologie voor de definitie van het aanbod gegrond op gemeenschappelijke criteria zoals de ontwikkeling van de vervoervraag, de werkelijke behoeften van de bevolking, het potentieel van modal shift, criteria van economische aard, van sociale aard en criteria betreffende de structurering van het grondgebied en op een termijn bepaald in het openbardienstcontract, een netwerkplan "Mobiliteit van de personen", voor te stellen". Dat plan wordt gegrond op onderzoeken van vervoerstromen en op analyses van de werkelijke behoeften van de bevolking volgens modaliteiten bepaald in de openbardienstcontracten, op een procedure voor de classificatie van de lijnen en de identificatie van de bijkomende mobiliteitsalternatieven naast de geregelde buslijnen. Het vloeit uit een coördinatie van de netwerkplannen "Mobiliteit van de personen" van de exploitatiemaatschappijen voort, waarbij met hun complementariteit wordt gehouden. »

Art. 3. Artikel 2, 4°, van hetzelfde decreet aangevuld met een punt e) en een punt f), luidend als volgt :

« e) bij het bepalen, na overleg binnen het coördinatiecomité, van het maatschappelijk verantwoord ondernemen van de TEC-Groep in de bijdrage tot de duurzame ontwikkeling van Wallonië. Die opdracht moet in het kader van de openbardienstcontracten uitgevoerd worden.

f) bij het ontwikkelen van een boekhoudsysteem, waarbij de identificatie van de rechtstreekse en onrechtstreekse kosten van de exploitatie en de berekening van financiële compensaties mogelijk worden gemaakt. »

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5bis. § 1. De benoeming van de administrateur-generaal en van de adjunct-administrateur-generaal bedoeld in artikel 5, § 1, vindt plaats na een wervingsprocedure.

§ 2. De wervingsprocedure omvat :

1° het voorleggen van een ambtsbeschrijving door de raad van bestuur van de gewestelijke maatschappij aan de goedkeuring van de Waalse Regering;

2° een externe en interne openbare oproep tot de kandidaten op basis van de ambtsbeschrijving;

3° selectieproeven waarvan het doel is hun bekwaamheden inzake organisatiebeheer en hun persoonlijkheid beter te vatten;

4° een selectie van de drie beste kandidaten die geacht worden om het ambt uit te oefenen;

5° een schriftelijk en met redenen omkleed verslag voor elke weerhouden kandidaat, zijn krachten en zwakheden;

6° een met redenen omklede aanwijzing van de Waalse Regering.

§ 3. Op de voordracht van de administrateur-generaal wordt de in § 2, 2°, bedoelde oproep tot de kandidaten verricht door de raad van bestuur van de gewestelijke maatschappij met name d.m.v. bekendmaking in de dagbladen van de dagelijkse geschreven pers en per internet volgens de door hem bepaalde modaliteiten.

Deze oproep omvat voor elke vacant verklaarde betrekking :

1° de termijn waarin de kandidaturen bij de administrateur-generaal ingediend moeten worden;

2° de ambtsbeschrijving;

3° de voor de betrekking vereiste diploma's en ervaringen;

4° het geheel van de criteria op grond waarvan de kandidaten worden geëvalueerd;

5° de documenten die de kandidatuurakte op straffe van nietigheid moet omvatten.

§ 4. Op basis van een voorstel van de raad van bestuur van de gewestelijke maatschappij en mits de goedkeuring van de Waalse Regering bestaat de selectiejury uit één persoon uit de academische wereld, twee personen uit de commerciële privésector of uit een andere openbare vervoermaatschappij dan TEC, zoals hoge managers, uit vier leden van de raad van bestuur van de "SRWT" waaronder de voorzitter van de raad van bestuur van de "SRWT" en de administrateur-generaal als het niet om zijn eigen ambt gaat.

Het voorzitterschap van de jury wordt waargenomen door het lid uit de academische wereld.

Op grond van de resultaten van de proeven selecteert de jury de drie beste kandidaten die geacht worden het ambt uit te oefenen, maakt hij het in § 2, 5°, bedoelde verslag op om het over te maken aan de Minister bevoegd voor Mobiliteit. »

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt een artikel *5ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *5ter*. § 1. De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal bedoeld in artikel 5, § 1, worden onderworpen aan periodieke evaluaties die door de raad van bestuur worden georganiseerd.

De evaluatieprocedures en hun precieze modaliteiten worden in de statuten van de gewestelijke maatschappij bepaald.

De evaluaties hebben betrekking op de uitvoering van de bevoegdheden overeenkomstig de ambtsbeschrijving en de door de Waalse Regering bepaalde doelstellingen, met name i.v.m. het openbardienstcontract, die aan het beheer van de TEC-groep of van de "SRWT" gebonden zijn.

§ 2. De formele evaluatieprocedure zal in het openbardienstcontract nader bepaald worden. De principes ervan zijn de volgende :

1° de raad van bestuur van de "SRWT" richt uit zijn midden een evaluatiecomité op;

2° dat comité kan zich in het kader van die evaluaties omringen met persoonlijkheden die niet tot de TEC-Groep behoren;

3° die evaluaties zijn periodiek; hun ritme wordt bepaald door de raad van bestuur van de "SRWT" die naar de standaarden ter zake verwijst;

4° het evaluatieverslag wordt aan de raad van bestuur overgemaakt, die er de nuttige conclusies uit trekt.

§ 3. In geval van beroep van één van de commissarissen van de Executieve zoals bedoeld in artikel 10, kan de Waalse Regering een beslissing van de raad van bestuur vernietigen. »

Art. 6. In artikel 9 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 1997, wordt een lid toegevoegd tussen de leden 1 en 2, luidend als volgt :

« Die handelingen mogen de verplichting inzake de geografische afbakening van de activiteit van de exploitatiemaatschappijen bedoeld in artikel 5, *2b*), van de Europese Verordening niet overtreden. »

Art. 7. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

« § 6. Een jaarlijkse ontmoeting wordt door de afgevaardigde commissarissen van de Regering en op hun initiatief met de commissarissen georganiseerd bij de exploitatiemaatschappijen. De vergadering heeft betrekking op de toepassing van het openbardienstcontract door de TEC-Groep, de naleving van het algemeen belang en de reglementering. Een verslag van die vergadering zal overgemaakt worden aan de Minister-President, de Voogdijminister en de Minister van Begroting. »

Art. 8. In artikel *18bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 26 november 1992, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Om de in punt 1° bedoelde opdracht uit te voeren, passen de exploitatiemaatschappijen de gemeenschappelijke methodologie toe voor de definitie van het aanbod gegrond op de gemeenschappelijke criteria zoals de ontwikkeling van de vervoervraag, de werkelijke behoeften van de bevolking, het potentieel van modal shift, criteria van economische aard, van sociale aard en criteria betreffende de structurering van het grondgebied en op een termijn bepaald in het openbardienstcontract, een netwerkplan "Mobiliteit van de personen", en maken ze hun netwerkplan "Mobiliteit van de personen" op. »

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt een artikel *21bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *21bis*. § 1. De in artikel 21, tweede lid, bedoelde directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden benoemd na een wervingsprocedure gegrond op een oproep tot de kandidaten, een beschrijving van het profiel van de ambten en de instelling van een jury die door de Waalse Regering goedgekeurd worden. Deze procedure wordt in de statuten van elke van de maatschappijen bepaald.

§ 2. De wervingsprocedure omvat :

1° het voorleggen van een ambtsbeschrijving door de raad van bestuur van de gewestelijke maatschappij aan de goedkeuring van de Waalse Regering in het geval van de directeurs-generaal van de exploitatiemaatschappijen;

2° de opstelling van een ambtsbeschrijving door de raad van bestuur van de "SRWT" in het geval van de adjunct-directeurs-generaal van de exploitatiemaatschappijen;

3° een externe en interne openbare oproep tot de kandidaten voor de directeurs-generaal van de exploitatiemaatschappijen en een interne oproep tot de kandidaten voor de adjunct-directeurs-generaal van de exploitatiemaatschappijen op basis van de ambtsbeschrijving;

4° selectieproeven waarvan het doel is hun bekwaamheden inzake organisatiebeheer en hun persoonlijkheid beter te vatten;

5° een selectie van de drie beste kandidaten die geacht worden om het ambt uit te oefenen;

6° een schriftelijk en met redenen omkleed verslag voor elke weerhouden kandidaat, zijn krachten en zwakheden;

7° een met redenen omklede aanwijzing van de Waalse Regering op de voordracht van de Minister bevoegd voor Mobiliteit.

§ 3. Op de voordracht van de administrateur-generaal wordt de in § 2, 3°, bedoelde oproep tot de kandidaten verricht door de raad van bestuur van de gewestelijke maatschappij met name d.m.v. bekendmaking in de dagbladen van de dagelijkse geschreven pers en per internet volgens de door hem bepaalde modaliteiten.

Deze oproep omvat voor elke vacant verklaarde betrekking :

1° de termijn waarin de kandidaturen bij de administrateur-generaal ingediend moeten worden;

2° de ambtsbeschrijving;

3° de voor de betrekking vereiste diploma's en ervaringen;

4° het geheel van de criteria op grond waarvan de kandidaten worden geëvalueerd;

5° de documenten die de kandidatuurakte op straffe van nietigheid moet omvatten.

§ 4. Op basis van een voorstel van de raad van bestuur van de Gewestelijke Maatschappij en mits de goedkeuring van de Waalse Regering bestaat de selectiejury uit één persoon uit de academische wereld, twee personen uit de commerciële privésector of uit een andere openbare vervoermaatschappij dan TEC, zoals hoge managers, uit vier leden van de raad van bestuur van de "SRWT" waaronder de voorzitter van de raad van bestuur van de "SRWT", de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal.

Het voorzitterschap van de jury wordt waargenomen door het lid uit de academische wereld.

Op grond van de resultaten van de proeven weerhoudt de jury de drie beste kandidaten die hij bekwaam acht om het ambt uit te oefenen. Hij maakt een met redenen omkleed verslag op met vermelding met name voor elke van de weerhouden kandidaten van zijn krachten en bekwaamheden en maakt het over aan de Minister bevoegd voor Mobiliteit. »

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt een artikel 21^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 21^{ter}. § 1. De directeurs-generaal en de adjunct-directeurs-generaal worden aan periodieke evaluaties onderworpen die door de raad van bestuur van de "SRWT" (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij) worden georganiseerd.

De evaluatieprocedures en hun nauwkeurige modaliteiten worden in de statuten van elke maatschappij bepaald.

§ 2. De formele evaluatieprocedure zal in het openbaredienstcontract worden bepaald. De beginselen van de formele evaluatie zijn de volgende :

1 de raad van bestuur van de "SRWT" richt in eigen kring een evaluatiecomité op dat uitgebreid wordt tot de voorzitter van de exploitatiemaatschappijen waarvan het leidinggevend kader wordt geëvalueerd;

2° dit comité kan zich laten omringen door personen die niets te maken hebben met de TEC-Groep in het kader van deze evaluaties;

3° deze evaluaties zijn periodiek; hun tempo wordt bepaald door de raad van bestuur van de "SRWT" die verwijst naar de standaardnormen op dat gebied;

4° deze evaluaties verwijzen o.a. naar de omschrijvingen van bestaande functies, met het oog op een samenhang met de aanwervingsprocedures;

5° het evaluatieverslag wordt aan de betrokken raad van bestuur overgemaakt die de nodige conclusies trekt.

§ 3. De beslissingen inzake de evaluatie van de directeurs-generaal en adjunct-directeurs-generaal van de exploitatiemaatschappijen door de raden van bestuur van deze maatschappijen worden aan de twee afgevaardigde commissarissen van de Regering meegedeeld. Deze commissarissen kunnen tegen deze beslissingen een beroep indienen bij de Waalse Regering. Dit beroep wordt door de raden van bestuur ingediend binnen de vier volle dagen van de mededeling van deze beslissingen. »

Art. 11. Artikel 22 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 26 november 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. § 1. Elke exploitatiemaatschappij wordt onderworpen aan de controle van de regionale maatschappij en de Waalse Regering. Die controle wordt uitgeoefend op de toetreding van een commissaris aangewezen door de Regering onder de personeelsleden van de regionale maatschappij.

De commissaris woont de vergaderingen van de bestuurs- en controleorganen bij met raadgevende stem en beschikt over de ruimste bevoegdheden om zijn opdrachten te vervullen.

§ 2. Elke commissaris beschikt over een termijn van vier volle dagen om een met redenen omkleed beroep aan te tekenen tegen elke beslissing die hij acht in strijd te zijn met de wetgeving, de reglementering, de statuten, het openbaredienstcontract of het algemene belang. Die termijn van vier dagen gaat in te rekenen van de dag waarop de beslissing is getroffen, behalve als de betrokken commissaris niet regelmatig is opgeroepen, overeenkomstig de statuten. In dit geval gaat de termijn in te rekenen van de dag waarop de beslissing hem bij aangetekend schrijven wordt meegedeeld. Het beroep is opschortend en het wordt door de commissaris bij de regionale maatschappij ingesteld. Het wordt meegedeeld aan de afgevaardigde commissarissen van de Regering die de regionale maatschappij controleren.

§ 3. De nietigverklaringsbeslissing wordt door de raad van bestuur genomen; zij mag niet het voorwerp uitmaken van een delegatie; zij wordt per aangetekende brief aan de exploitatiemaatschappij betekend. »

Art. 12. In artikel 24 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 13. Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : "Groep TEC".

Art. 14. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een artikel 31^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31^{bis}. De TEC-Groep wordt beschouwd als een interne exploitant in de zin van de Europese verordening ».

Art. 15. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een artikel 31^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31^{ter}. § 1. Er wordt een coördinatiecomité opgericht bestaande uit de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de directeurs-generaal en adjunct-directeurs-generaal. Het wordt voorgezeten door de administrateur-generaal of, bij afwezigheid, door de adjunct-administrateur-generaal. Het vergadert minstens 10 keer per jaar. »

Art. 16. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt artikel 31^{ter} aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. De werkwijze van dit coördinatiecomité wordt vastgelegd in een huishoudelijk reglement en zijn opdrachten worden opgenomen in de statuten van de regionale maatschappij en de exploitatiemaatschappijen. »

Art. 17. Artikel 32 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 26 november 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 32. De Waalse Regering en de TEC-Groep sluiten openbaredienstcontracten af voor vijf jaar. Bij gebrek aan ondertekening van een nieuw contract na afloop van de vijf geplande jaren, kan het contract automatisch twee keer worden verlengd voor een periode van één jaar. »

Art. 18. Artikel 33 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 26 november 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 33. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 4 van de Europese verordening, bepaalt het openbaredienstcontract :

1° de opdrachten van openbare dienst voor de maatschappijen en hun economische doeleinden;

2° de tariefregelingen;

3° de betrokken geografische gebieden;

4° de exclusieve rechten en de parameters van de compensatieberekening;

5° de modaliteiten van de evolutie van de gewestelijke tussenkost in de dekking van de exploitatielasten, die geen uitwerking mogen hebben na de in artikel 32 voorziene periode;

6° de modaliteiten van de kostenverdeling i.v.m. de dienstenverlening en de modaliteiten van de verdeling van de opbrengsten;

7° de aard van de openbaredienstverplichtingen van de partijen en de sancties in geval van niet-naleving door deze laatsten ten opzichte van de verbintenissen die uit het contract voortkomen.

§ 2. Elke uitdrukkelijke ontbindende clausule in de openbaredienstcontracten wordt niet schriftelijk geacht te zijn.

In afwijking van artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek mag de vernietiging van het contract nooit gevraagd worden. »

Art. 19. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een artikel 33^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 33^{ter}. Het openbaredienstcontract bepaalt in welke mate onderaanneming kan worden overwogen en voor welke diensten. De mededinging, de opvolging en de controle van de uitbestede diensten worden door de exploitatiemaatschappijen waargenomen volgens een geharmoniseerde procedure en bestek die door de "Société régionale wallonne du Transport public" (Waalse Gewestelijke Maatschappij voor Openbaar Vervoer) wordt bepaald, na raadpleging van de betrokken beroepssector, en goedgekeurd door de Waalse Regering en met inachtneming van de geldende regelgeving op de overheidsopdrachten.

Het contract bepaalt de voorwaarden die van toepassing zijn op de onderaanneming.

Het uitbestede gedeelte mag nooit gelijk zijn aan of hoger zijn dan het vervoergedeelte uitgevoerd door de TEC-Groep, zoals bedoeld in artikel 31^{bis}, in regie. »

Art. 20. Het opschrift van hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Gunningswijzen van de openbaredienstcontracten voor het vervoer en machtiging voor het personenvervoer. »

Art. 21. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 34. De exploitatie van regelmatige en gespecialiseerde regelmatige diensten wordt, hetzij rechtstreeks aan een interne exploitant toegekend, hetzij via mededinging met inachtneming van de geldende regelgeving op de overheidsopdrachten.

De gunningen of machtigingen veroorzaken geen betaling van retributies.

De rechtstreekse gunning van een openbaredienstcontract aan een interne exploitant wordt aan de volgende voorwaarden onderworpen :

1° het Waalse Gewest oefent een controle uit die analoog is met diegene die ze op haar eigen diensten uitoefent op grond van de gegevens vermeld in artikel 5, § 2, a), van de Europese verordening;

2° de interne exploitant en elke entiteit waarop hij een invloed heeft, zelfs miniem, oefenen hun activiteit van openbare personenvervoer uit op het grondgebied van Wallonië, afgezien van de eventuele uitgaande lijnen en de andere bijkomende elementen van deze activiteit die zich uitstrekt over het grondgebied van aangrenzende overheden, en nemen niet deel aan mededingingen betreffende de verlening van openbare personenvervoerdienst buiten het grondgebied van Wallonië;

3° In afwijking van 2° kan een interne exploitant deelnemen aan billijke mededingingen tijdens de twee jaren die voorafgaan aan de vervaldatum van het openbaredienstcontract dat hem rechtstreeks werd toegekend, mits een definitieve beslissing om de personenvervoerdiensten die het voorwerp uitmaken van het contract van de interne exploitant aan een billijke mededinging te onderwerpen en op voorwaarde dat de interne exploitant geen ander rechtstreeks toegekend openbaredienstcontract heeft afgesloten.

Als de Waalse Regering het openbaredienstcontract via mededinging toekent, moeten de mededingingsmodaliteiten bedoeld in artikel 5, § 3, van de Europese verordening worden nageleefd. »

Art. 22. Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 36. Het openbaredienstcontract kan de uitbesteding van de exploitatie van regelmatige en gespecialiseerde regelmatige diensten voorzien waarvoor de exploitanten houder zijn van een machtiging of gunning met inachtneming van de geldende regelgeving op de overheidsopdrachten. »

Art. 23. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *IVter* ingevoegd, met als opschrift "Bepalingen betreffende de bekendmaking."

Art. 24. In hoofdstuk *IVter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 22, wordt een artikel *36quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *36quinquies*. De Waalse Regering is de bevoegde overheid in de zin van artikel 7 van de Europese verordening. »

Art. 25. De artikelen 38 en 39 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 26. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. De artikelen 4, 5, 9 en 10 zullen samen met dit decreet in werking treden ondanks het feit dat ze niet in de statuten van de zes maatschappijen van de TEC-Groep opgenomen zijn.

Artikel 16 treedt in werking binnen een termijn van één jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 maart 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Waals Parlement 526 (2011-2012), nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 29 februari 2012.

Bespreking.

Stemming.